

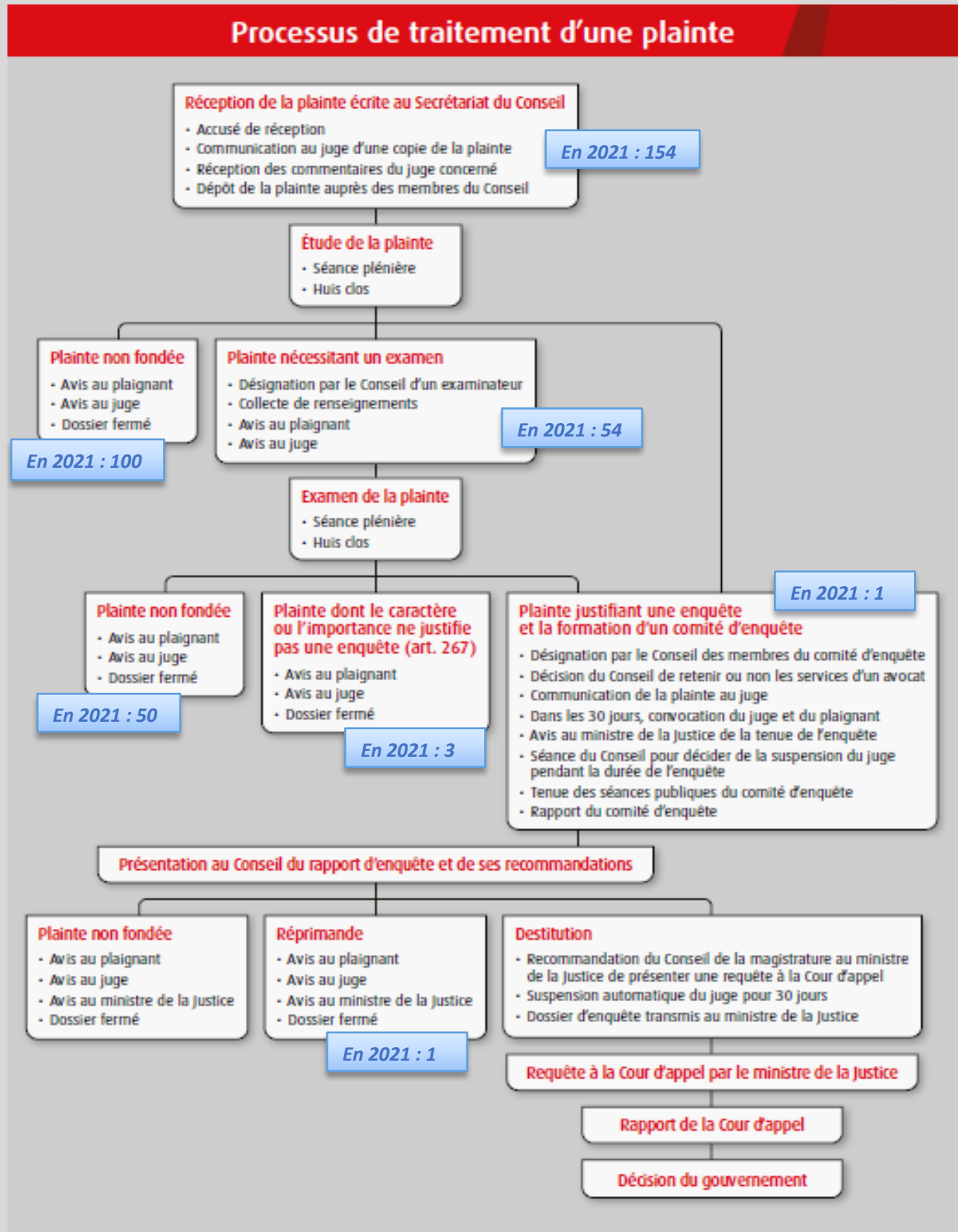
TRAITEMENT DES PLAINTES PAR LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE AU COURS DE L'ANNÉE CIVILE 2021

- Depuis sa création en 1978, le Conseil de la magistrature (ci-après : « Conseil ») a reçu et traité un total de 2982 plaintes à ce jour;
- En plus des juges suppléants de la Cour du Québec, c'est plus de 400 juges qui sont sous la compétence juridictionnelle du Conseil, soit 319 juges de la Cour du Québec, 39 juges de paix magistrats et environ 70 juges municipaux;
- Les devoirs déontologiques des juges couverts par les articles 1, 2, 5 et 8 des codes de déontologie¹ sont invoqués par les plaignants dans plus de 85 % des cas ;
- La formation destinée aux juges compte parmi les meilleurs outils pour les soutenir dans le respect de l'ensemble de leurs devoirs déontologiques².

¹ [Code de déontologie de la magistrature](#), RLRQ, c. T-16, r. 1 et [Code de déontologie des juges municipaux du Québec](#), RLRQ, c. T-16, r. 2. Voir aussi Pierre Noreau et Emmanuelle Bernheim, [La déontologie judiciaire appliquée](#), 4^e édition, 2018.

² [Programme de formation - Conseil de la magistrature du Québec](#)

Le schéma ci-dessous illustre les principales étapes du processus de traitement d'une plainte.



Faits saillants

Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021, le Conseil de la magistrature a reçu 154 plaintes.

Au total, 122 juges ont fait l'objet d'une plainte au cours de l'année 2021.

Le tableau qui suit présente les statistiques relatives aux plaintes reçues en 2021. On constate qu'une majorité de plaintes sont déclarées non fondées à l'étape de l'étude par le Conseil.

Résultats du traitement des plaintes	
Plaintes non fondées à l'étape de l'étude	100
Plaintes non fondées après examen et obtention de renseignements additionnels ³	50
Plaintes ne justifiant pas la tenue d'une enquête	3
Plaintes retenues pour enquête	1 ⁴
Plaintes non fondées après enquête	0
Mesures correctrices	1 ⁵
Plaintes en cours	0
Total	154

³ La collecte de renseignements additionnels consiste, par exemple, en une demande de précisions au juge faisant l'objet de la plainte, à l'écoute de l'enregistrement des débats judiciaires lors desquels se serait produit le manquement déontologique ou encore, à la lecture de documents supplémentaires pertinents. Voir l'article 265 de la [Loi sur les tribunaux judiciaires](#).

⁴ Ces données ont été ajoutées après le 31 décembre 2021, afin de brosser un portrait plus complet du traitement accordé aux plaintes reçues en 2021.

⁵ *Ibid.*

Cours et chambres concernées par les plaintes

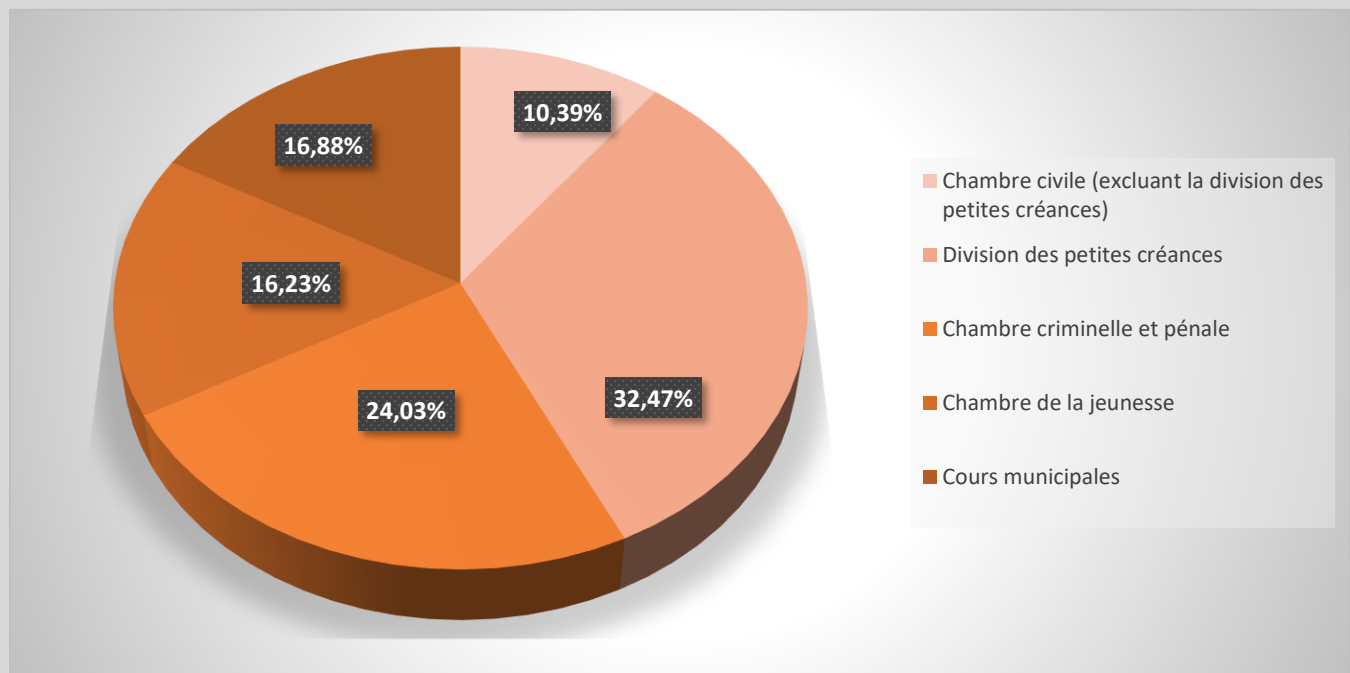
Les statistiques compilées par le Conseil permettent de connaître les cours et chambres concernées par ces plaintes.

Cours et chambres en cause	Plaintes reçues	Plaintes non fondées à l'étape de l'étude	Plaintes non fondées après examen et obtention de renseignements additionnels	Plaintes ne justifiant pas la tenue d'une enquête	Plaintes retenues pour enquête	Plaintes non fondées après enquête	Mesures correctrices	Plaintes en cours
Cour du Québec								
Chambre civile (excluant la Division des petites créances)	16	11	5	0	0	0	0	0
Division des petites créances	50	31	18	1	0	0	0	0
Chambre criminelle et pénale	37	25	10	1	1	0	1	0
Chambre de la jeunesse	25	16	8	1	0	0	0	0
Cours municipales								
	26	17	9	0	0	0	0	0
TOTAL	154	100	50	3	1⁶	0	1⁷	0

⁶ Ces données ont été ajoutées après le 31 décembre 2021, afin de brosser un portrait plus complet du traitement accordé aux plaintes reçues en 2021.

⁷ *Ibid.*

Ces statistiques témoignent de la répartition des plaintes selon les matières en cause.



Comme nous l'illustre ce graphique, sur les 154 plaintes déposées en 2021 :

- 10,39% de ces plaintes ont été déposées à l'égard d'un juge siégeant à la Chambre civile de la Cour du Québec (excluant la Division des petites créances);
- 32,47% de ces plaintes ont été déposées à l'égard d'un juge siégeant à la Division des petites créances de la Cour du Québec
- 24,03% de ces plaintes ont été déposées à l'égard d'un juge siégeant Chambre criminelle et pénale de la Cour du Québec;
- 16,23% de ces plaintes ont été déposées à l'égard d'un juge siégeant à la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec;
- 16,88% de ces plaintes ont été déposées à l'égard d'un juge siégeant à l'une des cours municipales.

Origine des plaignants

Voici de quelles régions proviennent les 154 plaignants qui se sont adressés au Conseil. En effet, la provenance des plaintes est comptabilisée selon le lieu de résidence des plaignants et non en fonction du district judiciaire où la cause a été entendue. Ceci s'explique notamment par le transfert parfois nécessaire d'une cause d'une région à une autre.

Région d'origine	Nombre de plaignants
Abitibi-Témiscamingue	3
Bas-Saint-Laurent	6
Capitale-Nationale	14
Centre-du-Québec	3
Chaudière-Appalaches	2
Côte-Nord	0
Estrie	6
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2
Lanaudière	5
Laurentides	13
Laval	9
Mauricie	6
Montérégie	18
Montréal	55
Nord-du-Québec	1
Outaouais	8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1
Extérieur du Québec	2
TOTAL	154

Évolution du nombre de plaintes reçues et traitées entre 2019 et 2021

Les statistiques tenues par le Conseil permettent de comparer le nombre de plaintes reçues et traitées d'une année à l'autre.

	1 ^{er} avril au 31 décembre 2019 (9 mois)	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2020 (12 mois)	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2021 (12 mois)
Plaintes reçues	98	97	154
Plaintes traitées (dossiers conclus)	79	73	133

Délai moyen de traitement des plaintes à l'étape de l'examen

Le délai moyen de traitement est celui entre la date de réception de la plainte au Secrétariat du Conseil et la date de transmission du rapport d'examen du Conseil au plaignant ainsi qu'au juge concerné.

	Avril 2019 – Décembre 2019		Janvier 2020 – Décembre 2020		Janvier 2021 – Décembre 2021	
	Délai (jours)	Plaintes	Délai (jours)	Plaintes	Délai (jours)	Plaintes
Plaintes non fondées à l'étape de l'étude	51	55	67	54	52	100
Plaintes ayant nécessité l'obtention de renseignements additionnels	113	20	95	37	101	53

Délai moyen de traitement des plaintes à l'étape de l'enquête

Le délai moyen de traitement est celui entre la date de formation du comité d'enquête et la date de transmission du rapport d'enquête au Conseil.

Avril 2019 – Décembre 2019		Janvier 2020 – Décembre 2020		Janvier 2021 – Décembre 2021	
Délai (mois)	Enquêtes	Délai (mois)	Enquêtes	Délai (mois)	Enquêtes
11	12	14	4	10	1